

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/25

20 octobre 2004

(04-4413)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

DÉTERMINATIONS PRÉLIMINAIRES (ARTICLE 6 DE L'ACCORD ANTIDUMPING ET ARTICLE 12 DE L'ACCORD SMC)

Communication des États-Unis

La communication ci-après, datée du 18 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

La délégation qui a présenté la communication a demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/120), soit aussi distribué en tant que document formel.

Les procédures d'enquête appliquées dans les enquêtes antidumping et en matière de droits compensateurs devraient favoriser l'ouverture, la possibilité d'y participer effectivement, la cohérence, la précision, la prévisibilité et la responsabilité. Selon les États-Unis, une détermination préliminaire est l'un des meilleurs outils pour favoriser la réalisation de ces objectifs.¹ Elle donne aux parties une très bonne idée de ce que les autorités pensent des faits dont elles sont saisies. Bien que la détermination préliminaire soit susceptible d'être modifiée lors de la détermination finale, elle donne tant aux autorités qu'aux parties intéressées les moyens d'identifier les questions qui méritent un examen plus approfondi, un complément d'argumentation et/ou un réexamen en vue de la détermination finale.

La détermination préliminaire est évoquée dans plusieurs dispositions des Accords en vigueur, dont les articles 7.1, 8.2 et 12.2 de l'Accord antidumping et les articles 17.1, 18.2, 22.3 et 22.4 de l'Accord sur les subventions (Accord SMC). Malgré ces références, aucune disposition de l'un ou de l'autre accord ne décrit ni n'impose véritablement la détermination préliminaire.

Les États-Unis établissent une détermination préliminaire dans toutes les enquêtes antidumping et en matière de droits compensateurs. Outre qu'elles permettent l'imposition de mesures provisoires dans le cas d'une détermination positive, ces décisions préliminaires contribuent d'une manière décisive à l'équité procédurale. Lorsqu'elles savent comment les autorités perçoivent les faits figurant dans le dossier à un moment donné et appliquent la loi à ces faits, les parties intéressées peuvent déterminer sur quels points, à leur avis, les autorités ont besoin de faits additionnels, ont peut-être mal interprété les faits ou ont peut-être mal appliqué la loi. Les parties intéressées peuvent aussi identifier, par déduction, les questions qui ont eu le plus d'incidence sur leurs intérêts. De cette

¹ Dans le document TN/RL/W130, les États-Unis ont identifié cette question comme pouvant être clarifiée et améliorée conformément au mandat de négociation du Groupe.

façon, elles disposent d'un cadre qui peut servir de base pour la défense de leurs intérêts pendant la phase de l'enquête qui précède la détermination finale.

La fonction d'équité procédurale de la détermination préliminaire est implicitement reconnue à l'article 12.2 de l'Accord antidumping et à l'article 22.3 de l'Accord SMC. Les deux accords imposent un avis au public qui explique les constatations de manière suffisamment détaillée, en exposant tous les faits et analyses pertinents pour permettre aux parties intéressées de participer à l'enquête future en toute connaissance de cause.

Il est vrai que l'Accord antidumping et l'Accord SMC prévoient certaines actions *si* un Membre établit une détermination préliminaire, mais ils n'imposent pas la détermination préliminaire. Les États-Unis considèrent que cela crée un certain nombre de problèmes auxquels il faudrait trouver des solutions. Par exemple, l'article 8.2 de l'Accord antidumping et l'article 18.2 de l'Accord SMC disposent que les engagements en matière de prix ne doivent être ni demandés ni acceptés en l'absence d'une détermination préliminaire positive, mais ils ne précisent pas si un Membre devrait envisager ou est même autorisé à envisager un engagement en matière de prix dans le cas où il a choisi de ne pas établir une détermination préliminaire. En outre, la diversité des opinions des Membres quant aux pratiques appropriées pour l'établissement des déterminations préliminaires positives pourrait engendrer des pratiques différentes dans l'imposition des mesures provisoires.

Pour les raisons qui précèdent, les Membres devraient voir s'il conviendrait d'apporter aux Accords les clarifications et améliorations suivantes:

1. préciser que la détermination préliminaire de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement pouvant donner lieu à une mesure compensatoire et de l'existence d'un dommage doit être établie dans toutes les enquêtes antidumping et en matière de droits compensateurs, et que les parties intéressées doivent être informées de la date prévue pour la détermination préliminaire;
2. préciser que la détermination préliminaire ne doit pas être établie avant la date à laquelle les parties intéressées doivent communiquer les réponses aux questionnaires en vue de la détermination;
3. préciser que les autorités doivent tenir compte des réponses aux questionnaires lorsqu'elles établissent la détermination préliminaire, en ayant à l'esprit les dispositions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping et l'article 12.7 de l'Accord SMC;
4. préciser que les dispositions de l'article 6.2 de l'Accord antidumping ou toute disposition équivalente de l'Accord SMC² continueront de s'appliquer après l'établissement de la détermination préliminaire et que les autorités prévoiront un délai suffisant entre la détermination préliminaire et la détermination finale pour ménager aux parties intéressées une possibilité raisonnable d'exercer leurs droits au titre de ces dispositions.

² Dans un document distinct, les États-Unis ont suggéré que le Groupe entreprenne d'harmoniser l'Accord antidumping et l'Accord SMC, ce qui pourrait inclure l'ajout, dans l'Accord SMC, de dispositions correspondant à celles de l'article 6 de l'Accord antidumping.